

Nettoyage ethnique en Cisjordanie : comment Israël organise l'annexion avec l'aide des colons

La communauté internationale s'est montrée soit complice, soit beaucoup trop passive [...] Elle doit clairement signaler que l'ère de l'acquiescement tacite au nettoyage ethnique et à l'annexion pratiqués par Israël est révolue. (Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International.)

Les États doivent immédiatement interdire tout commerce, tout investissement et toute forme de coopération ou d'aide financière contribuant à l'occupation illégale d'Israël, à son système d'apartheid et au nettoyage ethnique des Palestiniens en Cisjordanie.

L'Union européenne doit suspendre son accord d'association avec Israël.

Demande de sanctions contre les responsables des crimes

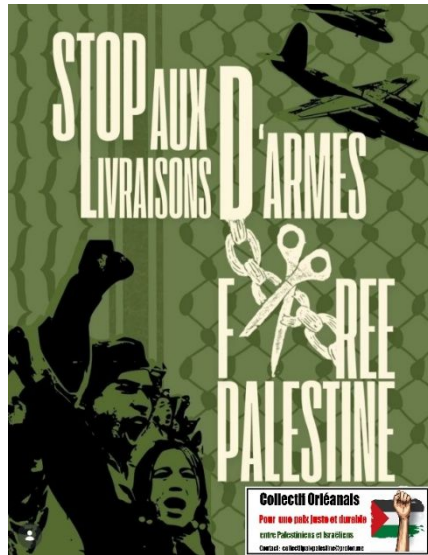
z. Mais ce n'est pas suffisant. Nous demandons des sanctions ciblées pour ces cinq responsables de crimes :

Benyamin Netanyahu, Premier ministre, Itamar Ben-Gvir, ministre de la Sécurité nationale, Israel Katz, ministre de la Défense, Bezalel Smotrich, ministre des Finances, Orit Strock, ministre des Colonies et des Missions nationales

Les autorités israéliennes doivent cesser leur campagne de nettoyage ethnique

Les autorités israéliennes doivent immédiatement :

- **Mettre fin au transfert forcé des communautés bédouines et pastorales palestiniennes ;**
- **Démanteler toutes les colonies et les avant-postes israéliens ;**
- **Permettre aux Palestiniens déplacés de retourner chez eux et d'accéder à des réparations pour les préjudices subis ;**
- **Poursuivre en justice les auteurs des crimes commis à l'encontre de la population palestinienne.**



Nettoyage ethnique en Cisjordanie : comment Israël organise l'annexion avec l'aide des colons

La communauté internationale s'est montrée soit complice, soit beaucoup trop passive [...] Elle doit clairement signaler que l'ère de l'acquiescement tacite au nettoyage ethnique et à l'annexion pratiqués par Israël est révolue. (Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International.)

Les États doivent immédiatement interdire tout commerce, tout investissement et toute forme de coopération ou d'aide financière contribuant à l'occupation illégale d'Israël, à son système d'apartheid et au nettoyage ethnique des Palestiniens en Cisjordanie.

L'Union européenne doit suspendre son accord d'association avec Israël.

Demande de sanctions contre les responsables des crimes

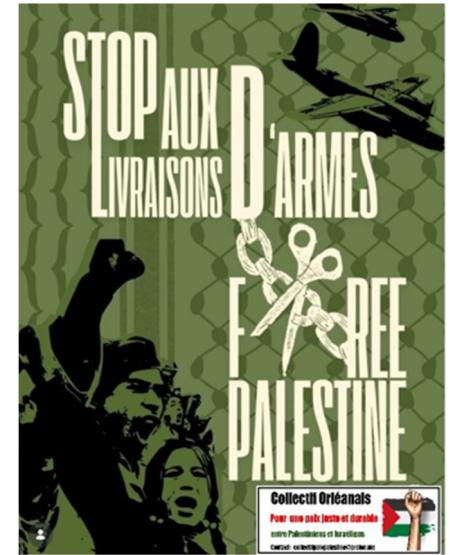
z. Mais ce n'est pas suffisant. Nous demandons des sanctions ciblées pour ces cinq responsables de crimes :

Benyamin Netanyahu, Premier ministre, Itamar Ben-Gvir, ministre de la Sécurité nationale, Israel Katz, ministre de la Défense, Bezalel Smotrich, ministre des Finances, Orit Strock, ministre des Colonies et des Missions nationales

Les autorités israéliennes doivent cesser leur campagne de nettoyage ethnique

Les autorités israéliennes doivent immédiatement :

- **Mettre fin au transfert forcé des communautés bédouines et pastorales palestiniennes ;**
- **Démanteler toutes les colonies et les avant-postes israéliens ;**
- **Permettre aux Palestiniens déplacés de retourner chez eux et d'accéder à des réparations pour les préjudices subis ;**
- **Poursuivre en justice les auteurs des crimes commis à l'encontre de la population palestinienne.**



ACCORD USA-IRAN, UN PETIT PAS VERS LA PAIX, MAIS ISRAËL VEUT TOUJOURS LA GUERRE !

L'accord avec Iran- États-Unis prévoit « la fin immédiate et définitive de la guerre et des opérations militaires sur les différents fronts, y compris au Liban ». La signature ouvre la voie à des pourparlers en vue d'un accord final d'ici soixante jours.

Quatre sujets restent à discuter : la levée des sanctions contre l'Iran, la question du nucléaire, la « reconstruction » et « le développement économique » du pays, ainsi que « la mise en place d'un mécanisme de suivi » ; ainsi que « le déblocage de 24 milliards de dollars d'avoirs iraniens gelés au cours de la période de négociation de soixante jours », dont la moitié avant le début des pourparlers.

Un volet des négociations porte sur l'acceptation par l'Iran d'un moratoire de vingt ans sur l'enrichissement d'uranium, laissant entendre qu'un accord pourrait être trouvé pour une durée de quinze ans.

L'IRAN a été entraîné dans la guerre le 2 mars, au prétexte que le Hezbollah ait visé ISRAËL depuis son territoire. Depuis, ISRAËL a pilonné le LIBAN et a envahi le sud du pays, disant vouloir « éliminer » le mouvement chiite. Les frappes israéliennes ont fait plus de 3 700 mort-es depuis début mars et 1 million de réfugiés.

Le ministre israélien d'extrême droite, chargé de la sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, a critiqué l'accord, lundi, affirmant qu'Israël n'était pas lié par ses termes. « L'accord de Trump ne nous engage pas [...] nous ne sommes pas partie à cet accord. Il ne garantit pas notre sécurité », a-t-il affirmé sur sa chaîne Telegram, dans ce qui constitue la première réaction d'un responsable israélien à cet accord. **« Nous ne devons nous contenter de rien qui soit en deçà du démantèlement du Hezbollah. Nous ne devons pas nous retirer d'un seul pouce du territoire [libanais] que nos soldats ont conquis et débarrassé des infrastructures terroristes »**, a-t-il ajouté.

Rassemblement les samedis à 15h Place de Gaulle

Orléans le 18 juin 2026

Ne pas jeter sur la voie publique

ACCORD USA-IRAN, UN PETIT PAS VERS LA PAIX, MAIS ISRAËL VEUT TOUJOURS LA GUERRE !

L'accord avec Iran- États-Unis prévoit « la fin immédiate et définitive de la guerre et des opérations militaires sur les différents fronts, y compris au Liban ». La signature ouvre la voie à des pourparlers en vue d'un accord final d'ici soixante jours.

Quatre sujets restent à discuter : la levée des sanctions contre l'Iran, la question du nucléaire, la « reconstruction » et « le développement économique » du pays, ainsi que « la mise en place d'un mécanisme de suivi » ; ainsi que « le déblocage de 24 milliards de dollars d'avoirs iraniens gelés au cours de la période de négociation de soixante jours », dont la moitié avant le début des pourparlers.

Un volet des négociations porte sur l'acceptation par l'Iran d'un moratoire de vingt ans sur l'enrichissement d'uranium, laissant entendre qu'un accord pourrait être trouvé pour une durée de quinze ans.

L'IRAN a été entraîné dans la guerre le 2 mars, au prétexte que le Hezbollah ait visé ISRAËL depuis son territoire. Depuis, ISRAËL a pilonné le LIBAN et a envahi le sud du pays, disant vouloir « éliminer » le mouvement chiite. Les frappes israéliennes ont fait plus de 3 700 mort-es depuis début mars et 1 million de réfugiés.

Le ministre israélien d'extrême droite, chargé de la sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, a critiqué l'accord, lundi, affirmant qu'Israël n'était pas lié par ses termes. « L'accord de Trump ne nous engage pas [...] nous ne sommes pas partie à cet accord. Il ne garantit pas notre sécurité », a-t-il affirmé sur sa chaîne Telegram, dans ce qui constitue la première réaction d'un responsable israélien à cet accord. **« Nous ne devons nous contenter de rien qui soit en deçà du démantèlement du Hezbollah. Nous ne devons pas nous retirer d'un seul pouce du territoire [libanais] que nos soldats ont conquis et débarrassé des infrastructures terroristes »**, a-t-il ajouté.

Rassemblements les samedis à 15h Place de Gaulle

Orléans le 18 juin 2026

Ne pas jeter sur la voie publique